

**Extrait du registre aux délibérations du conseil communal
de Mondorf-les-Bains**

Séance publique du 01.04.2019

Date de l'annonce publique de la séance: **25.03.2019**

Date de la convocation des conseillers: **25.03.2019**

Présents: Mesdames et Messieurs

Reckel, bourgmestre – Schommer et Schleck, échevins – Bichler, Zbinden, Esteves, Strasser-Beining, Kuhlmann, Altmann, Lafleur-Rennel, Gengler, conseillers – Schong-Guill, secrétaire communale

Absents: excusé: ---

sans motif: ---

Point de l'ordre du jour 11a)

Règlement portant sur l'aménagement et l'exploitation saisonnière de terrasses à but commercial sur la voie publique

Le conseil communal,

Revu sa délibération du 29.08.1995 aux termes de laquelle le conseil communal a réglementé l'aménagement de terrasses ainsi que l'exposition et la vente sur et en bordure de la voie publique, décision approuvée par Monsieur le Ministre de l'Intérieur le 23.07.2015, réf. : 346/15/CR ;

Entendu M. le bourgmestre, proposant au nom du collège des bourgmestre et échevins d'adapter et de compléter ledit règlement afin de mieux répondre aux exigences actuelles et afin de faire face aux contraintes supplémentaires qui accompagnent le nombre croissant des demandes dans le cadre de l'exploitation saisonnière de terrasses à but commercial ;

Vu l'article 107 de la Constitution ;

Vu les articles 49 et 50 du décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités ;

Vu l'article 3, titre XI du décret du 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire ;

Vu la loi du 27 juin 1906 concernant la protection de la santé publique ;

Vu la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques ;

Vu la modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Vu la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;

Vu la loi modifiée du 19 novembre 1975 portant augmentation du taux des amendes à prononcer par les tribunaux répressifs ;

Vu la loi du 13 juin 1994 relative au régime des peines ;

Pris connaissance
par Madame la
Ministre de
l'Intérieur le
15.04.2019

Vu l'avis du médecin-inspecteur chef de division de la direction de la Santé du 27.3.2019 réf. : insa-c1-74-4-2019 ayant dans ses attributions l'inspection sanitaire ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi, par appel nominal et à haute voix, décide à l'unanimité d'arrêter le nouveau règlement portant sur l'aménagement et l'exploitation saisonnière de terrasses à but commercial sur la voie publique dont la teneur est la suivante :

Article 1 : Définition du domaine public

Le domaine public est destiné au commun usage de tous. Il en est ainsi notamment de la voie publique laquelle est, pour les besoins du présent règlement, définie conformément à l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques.

Font partie de la voie publique toute l'emprise d'une route ou d'un chemin ouvert à la circulation publique comprenant la chaussée, les trottoirs, les accotements et les dépendances, y inclus les talus, les buttes antibruit et les chemins d'exploitation nécessaires à l'entretien de ces dépendances. Les places publiques, les pistes cyclables et les chemins pour piétons font également partie de la voie publique.

L'usage normal de la voie publique consiste principalement en la circulation des véhicules, des cyclistes et des piétons.

Article 2 : Utilisation du domaine public

Toute utilisation du domaine public dépassant les limites de l'usage normal de celui-ci, en particulier toute utilisation privative des voies publiques, au niveau du sol, au-dessus ou en dessous de celui-ci est interdite sauf autorisation à délivrer par le bourgmestre.

Les autorisations d'occupation de la voie publique délivrées en vertu du présent règlement sont toujours personnelles et non transmissibles, temporaires et révocables à tout moment sans que le bénéficiaire n'ait de ce fait droit à une quelconque indemnité.

L'autorisation d'occupation de la voie publique détermine notamment la disposition, l'emplacement et l'envergure des installations et aménagements sur la voie publique ou donnant sur la voie publique.

Tout bénéficiaire d'une telle autorisation est tenu d'en observer les conditions. En cas du non-respect de ces conditions, l'autorisation est retirée par le bourgmestre sans qu'il soit dû par l'administration communale une quelconque indemnité et sans que le bénéficiaire ne puisse réclamer le remboursement des taxes ou de toutes autres sommes qu'il aurait payées en vertu de cette autorisation.

L'administration communale peut procéder d'office et aux frais du contrevenant à l'enlèvement de tout objet placé illicitement.

Article 3 : Autorisations

Sous réserve des dispositions du Code de la consommation et notamment celles relatives à la vente de porte en porte et sous réserve des dispositions applicables aux foires, marchés et kermesses, il est interdit de procéder sur la voie publique à la vente de marchandises à partir d'un point de vente fixe ou mobile de même qu'à l'étalage et à l'exposition de denrées, de marchandises ou d'autres objets, sauf autorisation du bourgmestre

L'installation sur ou en bordure de la voie publique d'échoppes, de kiosques, de panneaux publicitaires, de comptoirs de vente, d'installations frigorifiques

ou de stands mobiles est soumise à autorisation **du bourgmestre**. Ces installations doivent être amovibles et ne peuvent être ancrées; leur profondeur ne peut dépasser **2 mètres** et elles ne peuvent entraver les entrées particulières des immeubles.

L'autorisation délivrée par **le bourgmestre** est temporaire et révocable. Elle détermine la disposition, l'emplacement et l'envergure des installations et aménagements sur la voie publique ou donnant sur la voie publique.

Les guichets, les distributeurs automatiques de marchandises destinés au commerce et donnant sur la voie publique ou directement accessibles à partir de celle-ci, sont en principe interdits. Ils peuvent cependant faire l'objet d'une autorisation à délivrer par **le bourgmestre** s'il est établi qu'il n'en résulte aucun trouble à la tranquillité et à la salubrité publiques et qu'il n'en résulte aucune nuisance intolérable pour le voisinage et les passants. L'autorisation est limitée à une saison.

Article 4 : Conditions de l'autorisation et prescriptions de sécurité

Quiconque veut établir sur un trottoir ou une autre partie de la voie publique une terrasse de consommation, doit se pourvoir au préalable de l'autorisation écrite **du bourgmestre**.

Ne sont susceptibles d'autorisation que des terrasses de consommation qui forment l'extension au niveau du rez-de-chaussée d'un commerce de café, restaurant ou assimilé y existant; la largeur des terrasses ne peut en principe dépasser les limites de la façade sur rue du commerce en question.

Exceptionnellement, les terrasses pourront être aménagées sur une place ou placette, dans le respect du principe de proximité et de visibilité de la terrasse depuis la façade de l'établissement. L'autorisation prescrit les conditions d'exploitation et d'aménagement qui sont jugées nécessaires pour assurer la sûreté et la commodité du passage (une largeur libre de passage d'au moins **120 cm** hors bordure est à garantir), la tranquillité et la salubrité publiques ainsi que l'esthétique du site, telles la profondeur de la terrasse, les dimensions, la nature et la disposition des cloisons, plantes ou de tout autre moyen de séparation.

Un passage de sécurité et d'usage suffisant (minimum **120 cm**) hors couloir de circulation est préservé au bénéfice des déplacements des piétons, des poussettes d'enfants ou de chaises roulantes, l'accès des services d'urgence doit être garanti à tout moment. L'exploitant de la terrasse doit veiller à ce que l'exploitation de sa terrasse ne cause pas de désagréments au voisinage (bruits, odeurs, déchets, etc. ...).

L'exploitant est tenu à sécuriser son mobilier en cas d'intempéries, il restera responsable des dégâts causés par son mobilier.

L'installation de terrasse doit être de construction légère, amovible, non ancrée au sol et purement superficielle. Elle ne peut déborder les limites du repérage au sol fixé le cas échéant par les services de la commune en conformité avec la permission délivrée par **le bourgmestre**.

Toute forme de revêtement du sol est prohibée. Un faux plancher n'est autorisé que s'il faut compenser une pente, un accès ou des différences de niveaux. L'accès aux réseaux souterrains doit rester garanti. Les terrasses doivent être non fermées de trois côtés.

Lors de manifestations nécessitant des mesures de police spéciales et lors de travaux de modification ou d'entretien du domaine public, les terrasses

doivent être enlevées sur première demande des services communaux. Aucun droit à indemnité ne peut résulter d'une telle mesure.

Article 5 : Périodes d'utilisation du domaine public

Les terrasses ne peuvent être installées que du **1er mars au 1er novembre** de chaque année.

L'heure de fermeture journalière des terrasses est fixée à **22.00 heures**, même au cas où l'établissement dispose d'une nuit blanche.

Après le 1er novembre tout mobilier et matériel doit être enlevé.

Article 6 : Mobilier et autres équipements

6.1. Types de mobilier

Pour le commerce en question, les mobiliers (tables, chaises, bacs décoratifs...) doivent de préférence être choisis dans une seule gamme de matériel.

Il est recommandé de choisir du mobilier de bonne qualité et conçu pour l'extérieur tout en recourant à des couleurs valorisantes, calmes et discrètes.

6.2 Autres éléments

6.2.1. Sonorisation / Ecrans télé

Une sonorisation extérieure de l'établissement moyennant des enceintes acoustiques extérieures est prohibée sauf pour des événements journaliers bien précis comme p.ex. braderies, marchés de rue fête Nationale. Pour les événements précités une autorisation en vue d'une sonorisation extérieure pendant les heures d'ouverture des commerces, (**8h00 - 22h00**) pourra être délivrée sur demande. L'installation permanente d'un écran de télévision à l'extérieur n'est pas autorisée, toutefois une installation temporaire p.ex. lors d'un événement majeur, peut être autorisée sous condition de ne pas occasionner de nuisance sonore susceptible de perturber la tranquillité d'autrui.

6.2.2. Chauffage

Les chauffages mobiles extérieurs sont acceptés à condition d'être en conformité avec les normes de sécurité en vigueur et de ne présenter aucun risque pour les usagers de la terrasse ni pour le domaine public.

6.2.3. Eclairage

Un éclairage discret peut être autorisé à condition d'être en conformité avec les normes de sécurité en vigueur.

6.3. Mobilier interdit

- Panneaux fixes
- Plateformes (sauf pour compenser une pente, des accès ou des différences de niveaux), fixations au sol
- Sonorisation extérieure (voir chapitre 6.2.1)

Les objets mobiliers autorisés par le présent article doivent être enlevés ou sécurisés (fixés par le moyen d'une chaîne) à l'intérieur de l'espace réservé à l'exploitation de la terrasse. L'impétrant est entièrement responsable des dommages qui pourraient résulter du placement de mobilier sur la voie publique.

Pendant l'hiver, l'entreposage du mobilier dans l'espace public est interdit.

Article 7

Les terrasses de consommation fermées du type verrières et vérandas de café, de restaurant ou assimilées ne sont pas autorisables sur le domaine public.

Article 8 : Panneaux publicitaires

Afin d'éviter une surcharge de l'espace public par des panneaux et supports publicitaires, leur nombre se limite à un support par établissement et placé en voisinage direct de l'établissement. Les supports publicitaires sont uniquement présents pendant les heures d'ouverture de l'entreprise en question et font l'objet d'une demande d'autorisation. L'emplacement du panneau ou du support publicitaire est en lien direct avec l'entreprise (commerce ou Horesca) qui souhaite faire de la publicité pour son activité. La taille des panneaux et supports publicitaires est réduite à un format qui n'est pas gênant pour l'aspect des espaces publics.

- La taille maximale des supports publicitaires mobiles est limitée aux dimensions 600 mm x 1000 mm. La hauteur maximale des supports mobiles doit être inférieure à **1,80 m**.
- La distance maximale du support publicitaire par rapport à la façade de l'établissement doit être inférieure à **1,20 m**.
- Leur présence sur la voie publique ne doit en aucun cas gêner la circulation ou la vue des usagers de la route.

Article 9 : Durée de l'autorisation

L'autorisation délivrée dans le cadre du présent règlement est accordée pour un terme fixe ne pouvant dépasser un an. Elle peut être révoquée avant terme par décision motivée du collège des bourgmestres et échevins pour inexécution des conditions imposées par l'autorisation ou pour des raisons impérieuses d'intérêt général inhérentes à la conservation du domaine public sans qu'il soit dû par l'administration communale une quelconque indemnité.

Une taxe d'instruction initiale fixée au règlement-taxe est perçue pour le traitement des demandes d'autorisation. L'autorisation donne lieu au paiement d'une taxe annuelle fixée au règlement-taxe de la commune.

Au cas où la demande est introduite au cours d'une saison, le montant intégral de l'annuité est à payer. Aucun remboursement n'est effectué si l'exploitation de l'installation est abandonnée avant la fin de la période autorisée.

Article 10 : Demande d'autorisation

Pour obtenir une autorisation, le déclarant s'engage par écrit à respecter le présent règlement, et remplit avec précision le formulaire administratif. Il fournit également :

- Un extrait cadastral récent (ou copie)
- Des photos du site donnant une vue d'ensemble des alentours et de l'installation projetée.
- Un croquis coté avec la position de la façade commerciale et le périmètre d'occupation souhaité

Une nouvelle demande devra être introduite auprès de la commune pour la saison de l'année suivante.

Article 11

En cas de changement ou de cessation d'activité, de cession de fonds de commerce ou de toute autre modification des conditions d'exploitation de l'établissement attributaire, l'autorisation devient automatiquement caduque.

Toute installation non autorisée devra être enlevée endéans **3 jours** ouvrables. Au cas où l'exploitant n'y donnerait pas de suites, la commune procédera à son enlèvement et son élimination aux frais de l'exploitant.

Article 12

Sans préjudice des peines prévues par la loi, les infractions aux dispositions du présent règlement sont punies d'une amende de police.

En cas d'inobservation des dispositions du présent règlement ou d'autres dispositions légales et réglementaires, ainsi que des conditions d'aménagement et d'hygiène prescrites par l'autorisation, celle-ci peut être retirée.

Article 13

Est abrogé le règlement communal du 29.08.1995 concernant l'aménagement de terrasses ainsi que l'exposition et la vente sur et en bordure de la voie publique.

Article 14

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} avril 2019.

Les terrasses autorisées avant l'entrée en vigueur du présent règlement continuent à être régies par les dispositions applicables avant cette date mais doivent être rendues conformes aux dispositions de ce règlement au plus tard pour la saison qui suit.

Ainsi délibéré, en séance publique date qu'en tête.

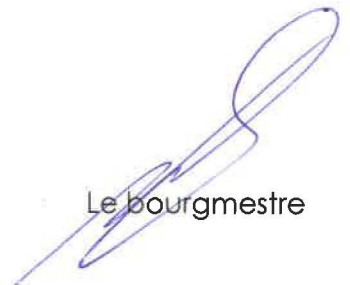
Suivent les signatures

Pour expédition conforme

Mondorf-les-Bains, le **08 AVR. 2019**



Le secrétaire communal



Le bourgmestre

CERTIFICAT DE PUBLICATION

Il est certifié par la présente que le présent règlement a été publié et affiché en date de ce jour dans les formes prévues par l'article 82 de la loi communale modifiée du 13.12.1988.

Mention du règlement et de sa publication sera faite au Mémorial et dans le bulletin communal distribué périodiquement à tous les ménages.

Mondorf-les-Bains, le 24 avril 2019



Le secrétaire communal ff



Le bourgmestre